

tenir dans ces circonstances, voilà qui est un magnifique éloge de leur esprit d'initiative et de leur endurance. La finance, qui devrait servir l'industrie, la commande aujourd'hui, et avec rigueur.

Il me semble que depuis deux ans la politique financière du pays a été un fardeau et un obstacle plutôt qu'une aide à l'industrie. Il est évident que nous avons subi un régime de déflation, puisque le montant global des prêts de banques et du numéraire est de 700 millions de moins qu'il y a trois ans. Ainsi donc, en dépit des paroles du ministre des Finances (M. Rhodes), je prétends que nous devrions pratiquer l'inflation, afin de remplacer ces 700 millions, ou une partie du moins, dont nous avons été privés par cette déflation. Nous en avons besoin; il nous le faut pour hausser nos prix. Je m'explique; je ne veux que d'une inflation dirigée dans le but explicite de hausser les prix et les maintenir à un niveau raisonnable. Le professeur Irving a dit récemment,—et je suis de son avis,—que nous ne demandons ni l'inflation ni la déflation; que nous voulons un juste milieu. Il ne faut pencher ni dans un sens ni dans l'autre. Il dit qu'actuellement nous nous tournons vers la déflation, mais qu'il faut bien prendre garde aussi de ne pas nous diriger vers l'inflation. Un ou deux de mes amis m'ont conseillé dernièrement de bien exposer ma position à la Chambre des communes en ce qui concerne l'inflation. Ils disent que, si ce ministère reste au pouvoir, nous sommes exposés à une inflation non dirigée, car sa politique peut avoir pour résultat la nécessité d'une inflation effrénée. Si cela arrivait, je veux qu'il soit bien compris que je ne suis pas et n'ai jamais été en faveur d'une telle politique.

En passant, je félicite le Gouvernement d'avoir fait part de son intention de nommer une commission royale pour s'enquérir de tout le système bancaire et monétaire. Il est important que le ministère choisisse les membres voulus pour cette commission, car si nous avons un groupe de banquiers canadiens orthodoxes, il vaudrait aussi bien pour nous de ne pas avoir de commission et de ne pas faire la dépense. Je conseillerais la nomination d'hommes tels que John Maynard Keynes, lord Macmillan ou M. Reginald McKenna, et quelques Canadiens capables, non prévenus, et n'ayant aucun rapport avec nos banques. Cependant, en dépit des félicitations que je viens de lui adresser, je regrette que le Gouvernement n'ait pas pris cette décision il y a une couple d'années, ou même un an. Depuis deux ans, le *Feuilleton* contient des résolutions dans ce sens. Si cette enquête avait eu lieu, nous aurions peut-être une banque centrale au Canada, et si celle-ci était bien administrée, elle nous serait très

utile dans nos opérations financières à l'heure actuelle. Je tiens à dire clairement qu'en demandant la création d'une banque centrale, je parle d'une banque exclusivement nationale, dont la politique serait bien déterminée dans sa charte. Elle devrait surtout s'engager à maintenir les prix approximativement au niveau auquel où ils ont été haussés en 1926. Bien que je regrette que le Gouvernement ait attendu deux ans, il vaut mieux tard que jamais. Il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts depuis deux ans; quelques provinces et plusieurs municipalités sont sur le point de la faillite, et des milliers de citoyens ont été ruinés.

Jé suis bien aise que le ministre nous ait dit que nos banques sont solides. Presque tous les Canadiens croient que le Gouvernement ne permettrait pas à une seule de nos banques de faillir, d'où il s'ensuit qu'ils les pensent en bonne posture. Bien que je sois heureux de cette déclaration, ce ne sont pas sur les banques que le pays compte pour vivre, mais bien sur ses industries et sa production. En réalité, les banques ne sont qu'un rouage secondaire. Elles sont devenues, dirait-on, presque une partie nécessaire du système dans les circonstances actuelles, mais il n'en demeure pas moins que l'on a donné trop d'importance à la sécurité des banques en comparaison de celle des industries. Même, quant à cela, certaines de nos industries sont plus importantes.

Une industrie saine est le meilleur moyen d'assurer un régime bancaire sain, parce que la principale fonction des banques doit être,—elle ne l'est peut-être pas, mais elle devrait l'être,—de financer l'industrie et de la maintenir en activité.

L'une des principales directives à donner à la Commission royale devrait être de s'enquérir des modifications à faire au système bancaire pour permettre aux banques de répondre aux besoins de l'industrie. J'espère que le rapport de cette commission formulera des conclusions visant à une politique monétaire canadienne distincte. La monnaie est un instrument particulièrement national, et l'une des principales causes de la situation internationale actuelle provient de l'application d'une monnaie internationale à différentes unités économiques nationales. Les deux ne vont pas de pair. La monnaie, je le répète, est d'essence nationale, et il nous faut un système monétaire approprié à nos besoins. Je désire citer deux ou trois extraits d'un bulletin-revue publié récemment par la Midland Bank d'Angleterre:

Mais c'est dans notre entière liberté d'adopter une politique monétaire de notre propre invention, en vue de relever les prix à un niveau qui rende le commerce profitable, que réside